

BRUNO WEYMULLER

Conseiller auprès du directeur général de Total

Dans l'esprit de notre conférence, cette présentation est destinée à apporter son éclairage sur le nouveau système de gouvernance mondiale dans sa réponse aux défis du changement climatique, en fournissant un point de vue industriel et en particulier celui d'un producteur et fournisseur d'énergie. La présentation comprendra un examen des paramètres énergétiques et économiques qui devront conditionner un futur accord international sur le climat.

1) Les relations entre le climat et l'énergie

Les besoins énergétiques mondiaux, en particulier ceux des grandes puissances économiques émergentes, vont augmenter rapidement au cours des prochaines décennies, avec un doublement d'ici 2050. Les émissions de dioxyde de carbone liées à l'énergie représentent un peu plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre causées par les activités humaines. Elles sont produites par les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz), qui constituent aujourd'hui la grande majorité de l'approvisionnement en énergie, une situation qu'il faudra beaucoup de temps pour changer.

Trois conclusions peuvent être tirées de ces observations :

- Le défi climatique et le défi énergétique doivent être traités simultanément.
- Il n'y a pas de solution miracle pour résoudre ces problèmes, un large éventail de solutions est nécessaire. En conséquence, nous ne devons pas penser en termes de substitution (c'est-à-dire de remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables), mais plutôt en termes de solutions complémentaires et de progrès techniques. Cela impliquera non seulement de fournir des efforts considérables pour développer de nouvelles sources d'énergie, mais également de se concentrer sur la recherche de moyens d'utiliser les énergies fossiles de façon à émettre moins de gaz à effet de serre.
- Enfin, des mesures énergiques doivent être prises pour améliorer l'efficacité énergétique, ce qui fournira une solution à long terme pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

2) Sujets à inclure dans un nouvel accord international sur le climat

Les entreprises pourront jouer un rôle central pour faciliter la mise en œuvre des plans d'action qui résulteront d'un futur accord international. En raison de leurs compétences et de leur expertise il est légitime que les entreprises sélectionnent les questions qu'elles jugent essentielles :

- Engager un ambitieux programme de recherche technologique

Changer radicalement la façon dont l'énergie est produite et utilisée de nos jours représente un défi majeur qui nécessite une véritable révolution technologique. Cette transformation doit donner la priorité aux solutions qui sont déjà connues pour permettre des économies, sans pour autant renoncer à la recherche à long terme pour trouver des solutions radicalement nouvelles. En outre, elle doit se concentrer autant sur l'approvisionnement en énergie que sur les façons dont l'énergie est utilisée. Les gouvernements et les entreprises ont la responsabilité de soutenir cette action et doivent coordonner leurs efforts en conséquence.

- Veiller à ce que les mécanismes du marché puissent aider à résoudre le problème climatique

L'application d'un prix au dioxyde de carbone est justifiée compte tenu de l'externalité négative des gaz à effet de serre. Mais pour que ce prix ait une visibilité effective, il doit être relativement stable et suivre une trajectoire prévisible. Il doit avoir un impact réel sur tous les acteurs économiques et industriels ainsi que sur les consommateurs. Enfin, dans un marché mondial, on doit pouvoir l'étendre à toutes les économies du monde.

Les mécanismes du “Marché des droits d’émission” peuvent apporter une réponse, mais ils ne sont certainement pas la seule solution, et leurs modalités doivent être soigneusement définies et équilibrées afin d’éviter tout effet indésirable important.

- Éviter les distorsions dans la concurrence internationale

Cet aspect n'a pas été correctement traité par le protocole de Kyoto et il est encore considérablement sous-estimé dans le plan actuel proposé par la Commission européenne.

Cependant, la question de la libération de carbone est très importante et une solution doit être trouvée par le biais d'un futur accord international. Il serait tout à fait anormal que l'une des parties tire un avantage concurrentiel en refusant de participer activement à un accord mondial sur le climat.

- Enfin, tous les acteurs doivent agir dans le même sens.

Le climat est un bien public mondial, mais les problèmes de la tentation de la concurrence et des « cavaliers seuls » doivent être résolus.

Le défi de Copenhague est d'obtenir un accord pour une action commune de la part de tous les pays qui sont de grands émetteurs de gaz à effet de serre, et en particulier de ceux qui n'appliquent pas actuellement le protocole de Kyoto.

L'Inde et la Chine sont entrées dans une phase de développement très gourmande en énergie et ceci ne doit pas être ignoré. Il est tout à fait normal que les pays développés montrent l'exemple.

Au niveau international, les mécanismes de flexibilité de Kyoto doivent être maintenus, même s'ils doivent être modifiés en réponse aux critiques qu'ils ont suscitées. La nouvelle voie d'accords sectoriels doit être explorée, mais il faudra beaucoup de temps pour obtenir des résultats tangibles.

L'idée d'un fonds international pour promouvoir les technologies de lutte contre le changement climatique devrait être plus clairement définie et pourrait être incluse dans un nouvel accord international.

* * *

Le climat et l'énergie représentent des défis majeurs. La conscience de la nécessité d'une action internationale progresse, mais nous devons agir intelligemment.

Le plan de l'Union européenne présente quelques aspects intéressants mais, dans sa version actuelle, il n'est pas suffisamment équilibré entre les trois défis, du climat, de l'énergie et du développement économique, et il a donc peu de chances de servir de modèle crédible dans les débats internationaux.

Les États-Unis et la Chine étudient d'autres approches et leurs propositions devront être prises en compte.

Les entreprises, pour leur part, veulent aider à trouver des solutions aux problèmes, mais les gouvernements nationaux doivent établir des structures qui les encouragent à le faire.